NIGERIA

Le chef de l'armée échappe à une embuscade de Boko Haram

Le chef de l'armée nigériane, le général Tukur Buratai, est sorti indemne d'une embuscade des islamistes de Boko Haram dans le nord-est du Nigeria, a affirmé dimanche le porte-parole de l'armée Sani Usman.

Nommé en juillet dernier, le général Buratai visitait samedi un contingent de l'armée à Faljari, à 45 kilomètres de Maiduguri, capitale de l'État de Borno, lorsque son convoi a été attaqué.

Lors de la fusillade qui a suivi, dix terroristes et un soldat nigérian ont été tués, selon le porte-parole. «Les terroristes ont essuyé une écrasante puissance de feu des soldats au cours de laquelle dix d'entre eux sont morts. Nos troupes ont capturé cinq terroristes», a affirmé l'officier. «Malheureusement, nous avons perdu un soldat lors de l'affrontement, tandis qu'un officier et quatre soldats ont été blessés par balles». Cette attaque est intervenue alors que le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon était attendu au Nigeria dimanche soir pour commémorer une attaque de Boko Haram contre le siège de l'ONU à Abuja, qui avait fait 21 morts en 2011.

Ban Ki-moon devait également s'entretenir avec le président nigérian Muhammadu Buhari, rencontrer la communauté d'affaires nigériane et des représentants des familles des lycéennes de Chibok, dont l'enlèvement en avril 2014 par Boko Haram avait provoqué une forte émotion internationale. Cette visite est la deuxième du secrétaire général de l'ONU au Nigeria depuis sa prise de fonctions en 2007, après une première en mai 2011 qui avait été consacrée aux problèmes de la Libye et du Soudan du Sud. Boko Haram a intensifié ses attaques dans l'État de Borno et dans deux autres États voisins du nord-est depuis que le nouveau président Buhari a pris ses fonctions fin mai.

Photos : DR

Le convoi du chef de l'armée nigériane a été attaqué alors qu'il visitait un contingent de l'armée dans l'Etat de Borno.

Cette nouvelle vague de violence a coûté la vie à plus de 1 000 personnes et mis en échec les efforts lancés depuis le début de l'année par les armées du Nigeria, du Tchad, du Cameroun et du Niger qui s'efforcent de contrer Boko Haram.

Une Force d'intervention conjointe multinationale (MNJTF) de 8 700 hommes regroupant Nigeria, Niger, Tchad, Cameroun et Bénin, doit être déployée incessamment dans le nord-est du Nigeria et aux confins des frontières du Cameroun et du Tchad.

IMMIGRATION

Les gardes-côtes italiens ont secouru 4 400 migrants en 24 heures

Les gardes-côtes italiens ont coordonné le sauvetage de 4 400 migrants en mer Méditerrannée pour la seule journée de samedi, ont indiqué des responsables dimanche, alors que trois nouvelles opérations étaient lancées. Ce total de personnes secourues en 24 heures est l'un des plus élevés de ces dernières années.

Le 30 mai dernier, quelque 4 200 migrants avaient été secourus en Méditerranée en une seule journée. Les gardes-côtes ont précisé avoir reçu samedi des appels de détresse provenant de 22 bateaux — canots pneumatiques ou anciens navires de pêche —, tous surchargés de migrants et la plupart sans équipement de sécurité.

Des navires des gardes-côtes, de la marine ainsi que de la police des douanes ont participé à l'opération de sauvetage aux côtés de deux navires norvégiens participant à la mission européenne Triton.

Aucun décès n'a été signalé parmi les migrants qui devaient être acheminés vers les ports du sud de l'Italie, portant à plus de 108 000 le nombre de demandeurs d'asile et autres migrants arrivés en Italie depuis le début de l'année.

Face à cet afflux, les gardes-côtes ont précisé avoir été contraints dimanche de faire appel à des navires marchands pour aller secourir les embarcations en danger.

TURQUIE

L'opposition accuse Erdogan d'organiser un «coup d'État civil»

Le chef du principal parti de l'opposition en Turquie a accusé dimanche le président turc Recep Tayyip Erdogan de préparer un «coup d'Etat civil», après l'échec des négociations pour la formation d'un gouvernement de coalition ouvrant la voie à un nouveau scrutin législatif.

«Nous sommes face à un coup d'Etat civil», a lancé le président du parti social-démocrate (CHP) Kemal Kiliçdaroglu, dans une allusion aux trois coups d'Etat militaires qui ont émaillé l'histoire récente de la Turquie (en 1960, 1971 et 1980). «Aucune loi n'est respectée en ce moment en Turquie, la démocratie est suspendue, tout comme la Constitution», s'est insurgé le leader du CHP lors d'une conférence, qui s'est tenue au siège du parti à Ankara et retransmise à la télévision turque. Au pouvoir depuis treize ans, le Parti de la justice et du développement (AKP) du président Recep Tayyip Erdogan a perdu sa majorité absolue lors du scrutin législatif du 7 juin, le contraignant à négocier avec l'opposition pour la formation d'un gouvernement de coalition. En vain. Le CHP et le Parti de l'action nationaliste (MHP, droite), qui ont respectivement rassemblé 25% et 16,3% des suffrages, ne sont pas parvenus à un accord avec l'AKP. Pour le CHP, Recep Tayyip Erdogan a délibérément fait échouer les négociations pour mener le pays vers un nouveau scrutin dans l'espoir d'obtenir de meilleurs résultats.

Le président turc, qui doit rencontrer le président du Parlement lundi pour déterminer les conditions d'un nouveau scrutin, a d'orès et déjà appelé à des législatives anticipées au 1er novembre. Les sociaux-démocrates disent avoir été prêts à une coalition avec l'AKP, à condition d'opérer trois changements majeurs en matière de politique étrangère, qui a opéré «un changement à 180 degrés», d'économie qui a un «gros problème» et de système éducatif «qui ne satisfait aucun parent». Le CHP accuse le président turc d'avoir violé la Constitution en ne lui donnant pas l'opportunité de former un gouvernement de coalition. Une accusation balayée d'un revers de main par M. Erdogan qui refuse de rencontrer Kemal Kiliçdaroglu tant que celui-ci ne vient pas dans son palais présidentiel à Ankara.

«Depuis le 7 juin, et la nation en est témoin, nous n'avons violé ni la Constitution ni les lois en vigueur», s'est défendu dimanche le Premier ministre Ahmet Davutoglu auprès de journalistes. Pour les commentateurs, il n'est pas certain que l'AKP obtienne un meilleur résultat lors du prochain scrutin et puisse de nouveau former seul un gouvernement.

SYRIE

50 rebelles tués dans des frappes aériennes dans les environs de Lattaquié

Plus de 50 rebelles ont été tués hier dans des frappes aériennes de l'armée syrienne dans les environs de la ville côtière de Lattaquié, ont rapporté l'agence de presse nationale SANA et l'Observatoire syrien des droits de l'Homme.

Les frappes aériennes contre les positions rebelles au nord de Lattaquié étaient les dernières d'une série d'opérations maniées par l'armée syrienne contre plusieurs villes de la région.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a indiqué que des combats avaient éclaté dans les villes de Katef Ghanameh, Markishliyeh et Joub Ahmar, près du pic de Nabi Younès, dans le nord de Lattaquié, et été suivis par de violentes frappes aériennes.

Les combats dans le nord de Lattaquié se poursuivent sans relâche depuis que des rebelles de la province d'Idlib (nord-ouest) se sont emparés de territoires dans les environs de Lattaquié, ville natale du président Bachar al-Assad et fief des alaouites.

PAKISTAN

Quatre soldats tués dans une attaque rebelle à la frontière afghane

Quatre soldats pakistanais ont été tués dimanche dans une attaque lancée par des rebelles depuis l'Afghanistan en direction d'une zone tribale du Pakistan où sont réfugiés de nombreux djihadistes, a-t-on appris auprès de l'armée pakistanaise.

L'attaque visait un poste de l'armée pakistanaise située dans la région de Khyber, l'une des sept agences qui composent les zones tribales du nord-ouest du Pakistan et fief du mouvement des talibans pakistanais du TTP, principal groupe rebelle islamiste du pays, en guerre contre le gouvernement depuis 2007. «Des roquettes ont été tirées depuis l'Afghanistan par des terroristes contre un poste pakistanais situé à 2.440 m d'altitude au col d'Akhandwala», a indiqué l'état-major de l'armée pakistanaise dans un communiqué, ajoutant que quatre soldats avaient été tués et quatre autres blessés.

«De façon tout à fait appropriée, les troupes pakistanaises ont répliqué et éliminé les terroristes», a-t-il précisé. Les zones tribales, auxquelles appartiennent notamment le Waziristan du Nord et Khyber, sont connues pour être des repaires de combattants islamistes divers, dont des talibans et des membres d'Al-Qaïda. L'an dernier, l'armée pakistanaise a lancé une offensive pour que le Waziristan cesse d'être le principal sanctuaire du djihadisme dans la région. Depuis son début en juin 2014, elle a provoqué l'exode de centaines de milliers d'habitants dans le reste du Pakistan ou l'Afghanistan voisin, pays où nombre d'insurgés ont trouvé refuge et lancent des attaques contre l'armée pakistanaise.